



Editorial

Indemnisation des assurés victimes des derniers événements

Depuis fin décembre 2010, la Tunisie a connu des événements caractérisés par des attroupements, des mouvements populaires et des revendications sociales.

Toutefois, courant la première quinzaine de janvier 2011, il a été constaté des mouvements isolés dans certaines régions accompagnés d'actes de violences envers des personnes physiques et morales qui ont occasionné des dommages matériels suites à des incendies.

Ces événements sont couverts par des garanties optionnelles matérialisées par des annexes types. Ces dernières couvrent donc les conséquences de tels actes.

Rappelons que l'objet de la garantie s'étend aux « dommages matériels directs (y compris les dommages d'incendie et/ou d'explosion) causés aux biens assurés :

1. Par des personnes prenant part à des émeutes ou mouvements populaires ou commettant des actes de vandalisme.
2. Par des actes de terrorisme ou de sabotage.
3. Par toute autorité légalement constituée, du fait des mesures prises à l'occasion des événements ci-dessus énumérés, pour la sauvegarde ou la protection des objets assurés. »

Il est en outre précisé qu'on entend par :

- Emeutes : les démonstrations violentes qui ont pour but de créer une agitation et de troubler l'ordre public par des actes de violence et des actes illégaux.
- Mouvements populaires : des soulèvements spontanés et sporadiques publics et généralement désordonnés pouvant avoir les mêmes causes politiques, mais étant plus fréquemment causés ou occasionnés par des revendications ou par le mécontentement social.

De ce fait, les assurés ayant souscrit cette garantie qualifiée « d'émeutes et de mouvements populaires » ont eu droit à un dédommagement dans la limite de 25% et 50 % des capitaux assurés..

Aussi et afin d'accélérer le processus de paiement des sinistres, il a été créé au sein des entreprises d'assurances des cellules de crise qui ont pris en charge les doléances des sinistrés. Elles ont même engagé des experts qualifiés en la matière pour évaluer, en collaboration avec les assurés, l'étendue des dommages.

Les entreprises d'assurances ont d'ores et déjà commencé à régler les dossiers sinistres suite à la remise des rapports.

La première estimation des dommages tourne autour de 200 à 300 Millions de dinars.

Devant l'ampleur de ces événements, il est d'usage de prendre des mesures exceptionnelles par la création d'un Fonds à la charge de l'Etat qui viendra au secours et à l'aide de ceux qui n'ayant pas souscrit des couvertures d'assurances appropriées.

Ce qui a été constaté durant ces événements, c'est le fait que les entités commerciales et industrielles de grande taille, outillées en matière de risque management grâce à leurs structures organisationnelles, se sont empressées à souscrire des garanties optionnelles qui touchent les émeutes et les mouvements populaires. Il est temps que le grand public soit conscient qu'il y a d'autres risques qui peuvent menacer l'économie nationale et notre patrimoine comme les inondations, les tempêtes, les tremblements de terre....

De ce fait, il y a lieu de travailler dès à présent sur la création d'un Fonds qui garantira les événements majeurs.

Kamel CHIBANI

SOMMAIRE

Editorial

Indemnisation des assurés victimes des derniers événements.....1

EN Vedette

Grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme et de sabotage pour les seuls dommages liés aux incendies et à l'explosion..2

Repère

Chiffre d'affaires par branche Exercice 2010.....3

Sinistres réglés par branche Exercice 2010.....3

Actualité.....4 & 5

Clause annexe I₇ à la garantie incendie telle que arrêtée par le secteur

Grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme et de sabotage pour les seuls dommages liés aux incendies et à l'explosion

L'assureur garantit les dommages matériels directs d'incendie et/ou d'explosion causés aux biens assurés :

1. Par des personnes prenant part à des émeutes ou mouvements populaires ou commettant des actes de vandalisme.
2. Par des actes de terrorisme ou de sabotage.
3. Par toute autorité légalement constituée, du fait des mesures prises à l'occasion des événements ci-dessus énumérés, pour la sauvegarde ou la protection des objets assurés.

Pour l'application de cette annexe on entend par :

Grève :

refus de travail d'un groupe important de travailleurs d'une entreprise pour imposer des objectifs économiques ou politiques.

Emeutes :

démonstrations violentes qui ont pour but de créer une agitation et de troubler l'ordre public par des actes de violence et des actes illégaux.

Actes de terrorisme :

- actes organisés d'organisations clandestines poursuivant des objectifs idéologiques, politiques, économiques ou sociaux qui sont réalisés individuellement ou en groupe et se dirigeant contre des personnes individuelles ou contre des objets économiques :
- Actes ayant pour but de faire pression sur le public et de créer un climat d'insécurité générale (terrorisme)
- Actes ayant pour but d'entraver les voies de circulation et le fonctionnement de sociétés de prestations de services ou d'entreprises industrielles (sabotage).

Actes de guerre civile :

des opérations militaires étendues dans le temps et l'espace, entre un ou plusieurs partis dotés d'organisation militaire, agissant à découvert, les dites opérations ayant pour but unique le renversement du gouvernement établi.

Mouvements populaires :

des soulèvements spontanés et sporadiques publics et généralement désordonnés pouvant avoir les mêmes causes politiques que la guerre civile, mais étant plus fréquemment causés ou occasionnés par des revendications ou par le mécontentement social.

Exclusions

L'assurance qui fait l'objet de la présente extension ne couvre pas :

- a) Les dommages qui, dans leur origine étendue, résultent

directement ou indirectement de l'un des événements suivants :

- Guerre étrangère
- Guerre civile
- Révolution
- Mutinerie militaire

b) Les dommages causés aux verres, vitres ou glaces faisant partie du bâtiment à moins qu'ils ne soient dus à un incendie ou à une explosion.

c) Les dommages matériels autres que ceux d'incendie explosion.

d) Les dommages immatériels (notamment les pertes financières, les pertes d'exploitation, la privation de jouissance, les pertes de marché ...).

Dispositions spéciales en cas de sinistre

L'assuré s'engage, en cas de sinistre, à accomplir dans les délais réglementaires auprès des autorités, les démarches relatives à l'indemnisation prévue par la législation en vigueur.

L'indemnité à la charge de l'assureur ne sera versée à l'assuré que sur le vu du récépissé délivré par l'autorité compétente.

Dans le cas où l'assuré serait appelé à recevoir une indemnité de la part des autorités pour les dommages causés aux biens qui font l'objet de la présente garantie, il s'engage à signer une délégation au profit de l'assureur jusqu'à concurrence des sommes qui lui auront été versées par l'assureur au titre de la présente extension.

Limite de garantie

Les garanties de la présente extension sont obligatoirement limitées à 50% des extensions assurées.

Franchise

L'assuré conservera à sa charge, par sinistre et par établissement, une franchise égale à 10% du montant des dommages matériels directs subis avec un minimum de 1.000 Dinars et un maximum de 10.000 Dinars.

Cette franchise sera déduite du montant de l'indemnité qui aurait été versée à l'assuré en l'absence de cette franchise.

Chiffre d'affaires par branche - Exercice 2010

Avril 2011*

En DT

	Chiffre d'affaires 2010	Chiffre d'affaires 2009	Evolution en %
Assurance Automobile	512 161 449	475 335 709	7,75 %
Assurance Groupe maladie	149 899 199	144 498 643	3.74 %
Assurance RTD	129 824 777	116 330 577	11.60 %
Assurance Incendie	67 296 115	62 018 679	8.51 %
Assurance Transport	75 558 219	65 061 395	16.13 %
Assurance Crédit	9 956 454	9 514 241	4.65 %
Assurance Agricole	6 952 607	9 195 782	-24.39 %
Assurance Accident de travail	505	-45 586	-101, 11 %
Assurance Vie	162 160 591	134 595 011	20.48 %
Total Affaires directes	1 113 809 916	1 016 504 451	9.57 %
Acceptations	11 531 816	9 718 932	18.65 %
Total Affaires directes & Acceptations	1 125 341 732	1 026 223 383	9.66 %

Sinistre réglés par branche - Exercice 2010

Avril 2011*

En DT

	Sinistres réglés 2010	Sinistres réglés 2009	Evolution en %
Assurance Automobile	324 119 205	279 507 706	15.96 %
Assurance Groupe maladie	122 705 672	123 910 412	-0.97 %
Assurance RTD	33 958 912	24 175 720	40.47 %
Assurance Incendie	29 216 681	77 927 890	-62.51 %
Assurance Transport	29 935 626	32 095 998	-6.73 %
Assurance Crédit	2 337 262	4 186 712	-44.17 %
Assurance Agricole	3 203 969	17 395 190	-81.58 %
Assurance Accident de travail	1 142 165	4 257 702	-73.17 %
Assurance Vie	26 982 642	30 690 439	-12,08 %
Total Affaires directes	573 602 134	594 147 769	-3,46 %
Acceptations	6 171 347	6 102 489	1.13 %
Total Affaires directes & Acceptations	579 773 481	600 250 258	-3,41 %

* : Données provisoires

Secteur des assurances : des pistes prometteuses

Une réunion entre le Ministre des Finances et les premiers responsables des entreprises d'assurances et de réassurances tunisiennes membres de la FTUSA a été organisée le vendredi 25 mars 2011 au siège du Ministère des Finances.

Plusieurs points ont été à l'ordre du jour de cette réunion dont principalement l'accompagnement par le secteur des assurances des mesures d'urgence prises par le Gouvernement, la promotion de la branche vie et la mise en place de la micro-assurance.

Pour ce qui est du premier point, rappelons les préoccupations et les priorités du gouvernement provisoire à savoir l'emploi et le développement régional par la mise en place d'un fonds de placement qui permettra le financement des projets dans les régions défavorisées en créant des emplois permanents. Dans ce cadre, le secteur des assurances accompagnera les mesures

d'urgences prises par le gouvernement afin de financer l'économie nationale.

Le Ministre des Finances a insisté, d'autre part, sur le développement de la branche vie considérée comme une épargne à long terme et ce par la refonte du régime de la taxation ainsi que la révision vers le haut du taux de rendement. Il a ainsi incité les entreprises d'assurances de filialiser l'activité d'intermédiation et de recherche de placement et de participation.

Par ailleurs le Ministre des finances a appelé les acteurs du marché des assurances tunisien à réfléchir sur les modalités de la mise en place de la micro-assurance destinée aux ménages à faibles revenus à l'image des expériences des autres pays émergents

Mise à jour du registre des experts et commissaires d'avaries tenu par la FTUSA

La Fédération Tunisienne des Sociétés d'Assurances informe les experts et les commissaires d'avaries inscrits au registre des experts et commissaires d'avaries tenu par la FTUSA conformément à l'article 79 du Code des Assurances, qu'elle a entamé une action d'actualisation des données mentionnées sur ce registre.

Ainsi, tous les experts et commissaires d'avaries inscrits sur ce registre sont invités d'adresser à la FTUSA par voie postale ou par fax, ou de fournir directement à ses services, les données suivantes : Dernière adresse, Numéro de Téléphone fixe ou mobile, Numéro de Fax, Adresse électronique.

Les experts ou les commissaires d'avaries sont tenus d'informer la FTUSA de leur cessation définitive de l'activité.

Les héritiers ou les personnes morales doivent informer la FTUSA du décès d'un expert ou du commissaire d'avaries inscrit sur le registre.

Par ailleurs et en application de la loi n°2004-63 du 27 juillet 2004 portant sur la protection des données à caractère personnel, la FTUSA informe les experts et commissaires d'avaries inscrits au registre qu'elle met à leurs dispositions un modèle type « d'autorisation de traiter des données à caractère personnel » à signer avec légalisation de signature. Le retrait de ce modèle s'effectue soit directement auprès des services de la FTUSA soit sur le site de la Fédération à l'adresse suivante : <http://ftusanet.org/userfiles/declaration.pdf>

constituer une provision technique exceptionnelle au titre de l'exercice 2011

Suite à la correspondance de la FTUSA au Ministère des Finances en date du 15 mars 2011 relative à la demande des entreprises d'assurances de constituer une provision technique exceptionnelle au titre de l'exercice 2011 afin de faire face aux règlements des sinistres survenus en Tunisie dernièrement, une réunion s'est tenue en conséquence au siège du Comité Général des Assurances le mercredi 23 mars 2011.

Par ailleurs, une réunion s'est également tenue le vendredi 25 mars 2011 au siège du Comité Général des Assurances afin d'examiner la circulaire du ministre des finances n° 258 - 2010 relative au recours aux actuaires pour l'évaluation des tarifs et des provisions techniques des entreprises d'assurances et de réassurances.

Report de la date d'organisation du RDV de Carthage

La Fédération Tunisienne des Sociétés d'Assurances informe que son Comité Directeur s'est réuni le 30 mars 2011 et a décidé de reporter la date d'organisation du 11^{ème} RDV de Carthage d'Assurances et de Réassurances fixé auparavant pour la période du 5 au 7 juin 2011 afin de permettre au marché d'assurance tunisien de mettre en œuvre les meilleures modalités d'organisation nécessitées par cette manifestation

et d'accueillir autant que possible de participants.

Cette décision a été prise compte tenu des événements exceptionnels que connaissent la Tunisie et les pays arabes depuis janvier 2011.

La nouvelle date de cette manifestation sera communiquée aux personnes et organismes concernés ultérieurement

Troisième Conférence Internationale sur l'Assurance Maritime et Transport

La Troisième Conférence Internationale sur l'Assurance Maritime et Transport placé sous le thème générique «Surfer

dans un environnement juridique mouvementé» aura lieu à Aqaba en Jordanie du 9 au 11 Mai 2011

Abdelmonem KOLSI, nouveau PDG de l'ASTREE

Le Conseil d'Administration de l'ASTREE, tenu le 3 février 2011, a décidé d'accepter la démission de Mohamed Habib BEN SAAD de ses fonctions de Président-Directeur Général, en application des dispositions de l'article 25 de la loi n°2001-65

du 10 juillet 2001 relative aux établissements de crédit ayant trait au cumul de fonctions, et de nommer Abdelmonem KOLSI comme nouveau PDG de l'ASTREE.

M.Habib Ben Saâd élu Président du conseil de l'APTBEF.

L'actuel PDG de la Banque de Tunisie (BT), et ancien PDG de l'ASTREE, M.Habib Ben Saâd, a été élu Président du conseil de

l'Association Professionnelle Tunisienne des Banques et des Etablissements financiers (APTBEF).

Egypte : Coût économique suite aux derniers événements

Les premières estimations concernant les pertes économiques subies par l'Egypte suite aux derniers événements font état de pertes de 6.2 milliards USD. Le ministère des finances a revu à la baisse ses prévisions de croissance de 5.8% à 3.5% pour l'année

en cours. Diverses mesures ont été avancées pour relancer l'économie dont la création d'un fonds de 850.8 millions USD afin de soutenir les entreprises affectées.

Bilan décennal 2001-2010 des catastrophes naturelles dans le monde

Une étude réalisée par le cabinet Ubyrisk Consultants révèle que 7563 événements se sont produits dans le monde durant les dix dernières années, causant la mort de 1 244 230 personnes et occasionnant plus de 1023 milliards USD de dommages.

L'analyse typologique de ces catastrophes montre que les inondations représentent 1822 événements soit près 25% des sinistres. Les incendies de forêts viennent en seconde position avec 893 sinistres près de 12% des sinistres, suivi par les orages 819 événements soit près de 11% de l'ensemble des sinistres. Près de 66.5% des catastrophes sont d'origine atmosphérique, 16.2% d'origine géologique et 17.3% d'origine diverse.

En termes de fréquence, c'est le continent asiatique qui enregistre le plus grand nombre de catastrophes ; soit 2250 événements, suivi par le continent américain avec 2118 événements et l'Europe avec 2005 aléas.

Les pertes humaines les plus importantes ont été enregistrées

en 2010 avec 391 017 morts, ce bilan catastrophique est du au séisme d'Haïti et à la canicule en Russie.

Coût économique des catastrophes naturelles

La décennie écoulée a été jusqu'ici la plus coûteuse depuis 30 ans. Elle a occasionné 1023 milliards USD de pertes économiques dont 327 milliards USD soit (32%) ont été pris en charge par les compagnies d'assurances et de réassurance. A noter également qu'entre 2001 et 2010, les catastrophes naturelles les plus coûteuses sont le cyclone Katrina, survenu en 2005 aux Etats-Unis(125 milliards USD), suivi du Tsunami indonésien en 2004 (50 milliards USD) et les inondations au Pakistan en 2010 (43 milliards USD)

Gageons qu'avec les révolutions et les soulèvements en Tunisie, en Egypte, en Libye et dans plusieurs autres pays arabes et aussi le Tsunami du Japon, le bilan de l'actuelle décennie risque d'être aussi lourd sinon plus que celui de la décennie écoulée.

Communiqué

Indemnisation des dommages causés par les derniers événements

La Fédération Tunisienne des Sociétés d'Assurances informe tous les assurés ayant subis des dommages suite aux événements survenus dernièrement dans certaines régions de la Tunisie et ayant souscrit des contrats d'assurances qui couvrent la garantie « d'émeutes et de mouvements populaires », que les compagnies d'assurances ont commencé à prendre les mesures nécessaires pour indemniser les ayants droit dans les plus brefs délais sur la base des évaluations des dommages effectuées par les experts et ce conformément aux dispositions du contrat.

L'Echo de
l'Assurance

Lettre de la FTUSA
9 bis, rue de la Nouvelle Delhi
1002 Tunis-Belvédère
Tél : 71 285 990 / Fax : 71 288 422
E-mail: ftusa@planet.tn
Site : www.ftusanet.org

Directeur de la publication
Kamel CHIBANI

Conseiller de la rédaction
Slah EL ETRI

Rewriting, conception
et impression :
Image SBS
Tel: 71 902 551
Fax: 71 901 729
E-mail:
image.sbs@topnet.tn

انتخاب رئيس مجلس ادارة المكتب الموحد التونسي للسيارات

عقد مجلس ادارة المكتب الموحد التونسي للسيارات اجتماعه بتاريخ 1 أفريل 2011 وانتخب بالاجماع السيد علي الهمامي ممثل تأمينات محمد الهادي السعداوي ممثل تأمينات بيات نائبا له.

تدعيم ثقافة التأمين الصحي في الخليج

الربط الإلكتروني ومقدمي الخدمات الصحية ومديري المطالبات الطبية. وذكرت مجلة «إنشور» المنظمة للمؤتمر و المتخصصة في التأمين والتي تصدر من دبي باللغتين العربية والإنجليزية ان السياسات الإلزامية للتأمين الصحي في منطقة الخليج العربي ستواجه العديد من الصعوبات نظرا لحدثة المفهوم بشقيه النظري والعملي مذكرة بأن المسألة لاتكمن في استيراد ممارسات وتجارب طبية من الخارج بقدر ما تتعلق بالثقافة الصحية للمجتمع الخليجي . وأضافت ان قطاع الرعاية الصحية الذي يقدر بـ 12 مليار دولار في منطقة الخليج العربي وتحمل الحكومات العبء الأكبر لتوفير خدماتها سيشكل منعطفا في وضع السياسات التنموية ومن أهمها تطبيق التأمين الصحي الإلزامي الذي سيخفف من تكلفة الرعاية الصحية بمشاركة من القطاع الخاص.

تستضيف دبي يومي 29 و30 أفريل الجاري فعاليات ملتقى التأمين الصحي الخليجي الثاني الذي سيقام تحت شعار «ثقافة التأمين الصحي» بمشاركة نخبة من العاملين والمختصين في قطاع التأمين والخدمات الصحية في المنطقة. وسيبحث الملتقى في دورته الثانية «أبرز التطورات التي طرأت على قطاع التأمين الصحي بعد أن شهدت المنطقة تطبيق بعض البرامج الصحية الإلزامية والتحديات التي واجهتها والسبل المثلى لإدارة معادلة التأمين الصحي بأقل التكاليف وذات جدوى عالية بين كافة الأطراف المعنية بتقديم الخدمات الصحية والتأمينية إلى جانب نوعية المنتجات التي سيتم توفيرها ضمن برامج التأمين الإلزامي والتغييرات التي أحدثتها التأمين الإلزامي على ثقافة المجتمعات الخليجية. وسيناقش الملتقى الآثار التي ستركها ظاهرة التضخم على توفير المنتجات الصحية بمشاركة خبراء عاملين في شركات التأمين وشركات

رأي الإتحاد المصري بشأن الخسائر والأضرار الناجمة عن الأحداث الأخيرة التي مرت بها مصر

مع الهيئة العامة للرقابة المالية على إعتبار تلك الخسائر والأضرار واقعة في نطاق التغطية التأمينية لأخطار الشغب والإضطرابات الأهلية والإضرابات العمالية التي قد تشملها وثائق التأمين الصادرة عن شركات التأمين. وبناء عليه يوصي الإتحاد بأن تقوم شركات التأمين بدراسة المطالبات المقدمة لها وفقا لنصوص وشروط وحدود التغطية وإستثناءات وثائق التأمين المبرمة مع المؤمن لهم فيما يتعلق بتغطية أخطار الشغب والإضطرابات الأهلية والإضرابات العمالية.

بالإشارة إلى الأحداث التي مرت بها مصر خلال الفترة من 25 جانفي 2011 إلى غاية 11 فيفري 2011 والخسائر والأضرار الناجمة عنها، وتأكيدا من الإتحاد المصري للتأمين على حقوق حملة الوثائق وتفعيلا وتأكيدا لدور الإتحاد وشركات التأمين في دعم الإقتصاد المصري وحماية الممتلكات المؤمن عليها، فقد حرص الإتحاد خلال تلك الفترة مستعينا بكافة لجانة الفنية وكذلك المجالس التنفيذية على عقد العديد من الإجتماعات منذ بداية الأحداث وحتى تاريخه لدراسة موقف شركات التأمين بالنسبة لهذه الخسائر والأضرار. وإنتهى رأي الإتحاد المصري للتأمين ممثلا في شركاته وبعد التشاور

بلاغ

إسداء التعويضات لمستحقيها

تعلم الجامعة التونسية لشركات التأمين كافة المتضررين من الأحداث التي شهدتها بلادنا في الفترة الأخيرة والذين إكتتبوا عقودا لتأمين ممتلكاتهم ضد الأضرار الناتجة عن الإضطرابات والتحرّكات الشعبية، أن شركات التأمين شرعت في إتخاذ الإجراءات العاجلة لإسداء التعويضات لمستحقيها في أقرب الأجال على ضوء تقييم الأضرار من قبل الخبراء المختصين وذلك وفقا للشروط التعاقدية.

<p>إلحاز وكالة التميز س ب س الهاتف: 71 902 551 البريد الإلكتروني: image.sbs@topnet.tn</p>	<p>مدير النشرية كمال الشيباني مستشار التحرير صلاح العتري</p>	<p>رسالة الجامعة التونسية لشركات التأمين 9 مكررنهج دلهي الجديدة 1002 تونس-البلفيدير الهاتف: 71 285 990 الفاكس: 71 288 422 الموقع الإلكتروني: www.ftusanet.org</p>	<p>صدي التأمين</p>
---	--	---	--------------------

كيف تغطي شركات التأمين الأضرار الناتجة عن الإضرابات والتحركات الشعبية

المخاطر الناتجة عن الإضرابات والتحركات الشعبية من الضمان كما هو معمول به بأسواق التأمين العالمية. غير أن إستثناء هذا الضمان من الشروط العامة للعقد لا يحول دون إمكانية الإنفاق على تغطيته ضمن الشروط الخاصة بطلب من المؤمن له.

وتجدر الإشارة أن التشريعات الأجنبية من ذلك القانون الفرنسي كما في الأقطار العربية قد إستثنت مخاطر الحروب والثورات والحروب الأهلية والإضرابات والتحركات الشعبية والعديد من الإستثناءات الأخرى من عقود التأمين. وهذا الإستثناء هو مبدأ من المبادئ المتعارف عليها دولياً في التأمين ومنصوص عليه في إتفاقيات إعادة التأمين .

بداية إسداء التعويضات

هذا وقامت الجامعة التونسية لشركات التأمين يوم 20 جانفي 2011 بموافقة وسائل الإعلام ببلاغ تعلم فيه كافة المتضررين الذين إكتتبوا عقوداً لتأمين ممتلكاتهم ضد الأضرار الناتجة عن الإضرابات والتحركات الشعبية أن مؤسسات التأمين قد شرعت في إتخاذ الإجراءات العاجلة لإسداء التعويضات لمستحقيها وذلك على ضوء تقييم الأضرار الحاصلة وفقاً للشروط التعاقدية.

وفي هذا الإطار عملت مؤسسات التأمين منذ تلقيها لتصاريح الإعلام بالضرر من قبل المؤمن لهم (أشخاص طبيعيين وذوات معنوية) على دراسة كل مطالب التعويضات الواردة إليها عن طريق مكاتبها المركزية ونواب التأمين وذلك من خلال الإطلاع على عقود التأمين المكتتبه وخاصة على الشروط المتعلقة بموضوع العقد وقائمة التغطيات الممنوحة لفائدة المؤمن لهم وكافة البيانات الخاصة بالخطر المؤمن عليه.

متابعة ميدانية

قامت مصالح مؤسسات التأمين بتعيين الخبراء المختصين في البحث عن أسباب وطبيعة ومدى تلك الأضرار وتقييمها ضمن تقرير يتم إرساله إلى مؤسسات التأمين. وبالرغم من صعوبات التنقل التي شهدتها بلادنا في الفترة الأخيرة حرص خبراء التأمين على التنقل إلى كافة جهات الجمهورية للقيام بالمهام الموكولة لهم بهدف تمكين المتضررين المكتتبين لعقود التأمين من مستحقاتهم في أقرب الأجل.

وتغطي إتفاقيات إعادة التأمين الضمان المتعلق بالإضرابات والتحركات الشعبية للعقود المكتتبه من قبل مؤسسات التأمين التونسية وذلك في حدود ما يتم الإتفاق بشأنه ضمن هذه الإتفاقيات وتساهم شركات إعادة بقسط وفير من تحمل تبعات التعويضات.

شهدت البلاد التونسية منذ أواخر شهر ديسمبر 2010 عديد المظاهرات والمسيرات السلمية رفع خلالها المتظاهرون شعارات ذات طابع إجتماعي مطالبين بإحداث المزيد من مواطن الشغل وخاصة لفائدة حاملي الشهادات العليا وبالمحافظة على القدرة الشرائية للمواطنين وبالإهتمام بمناطق الظل والجهات المحرومة من أبسط متطلبات العيش الكريم.

وخلال النصف الأول من شهر جانفي 2011 قامت بعض العناصر بعمليات تخريبية أدت إلى حرق وسرقة ونهب العديد من الممتلكات الخاصة والمؤسسات الإقتصادية والمنشآت العمومية.

وعلى إثر هذه الأحداث الأليمة والإستثنائية وحرصاً من قطاع التأمين على المشاركة في المحافظة على مواطن الشغل وضمان موارد الرزق للعائلات المتضررة جراء تقلص أو التوقف الكلي لنشاط المؤسسات الإقتصادية وبالتشاور مع كافة الأطراف تم إتخاذ العديد من الإجراءات :

المكتتبون لتغطية الإضرابات والتحركات يتمتعون بجبر أضرارها

وأولى هذه الإجراءات إعلام الهيئة العامة للتأمين أن الأحداث التي شهدتها العديد من المناطق بالجمهورية التونسية منذ يوم 17 ديسمبر 2010 تم تكييفها ضمن التغطية التأمينية المتعلقة «بالإضرابات والتحركات الشعبية».

ويتمتع المؤمن لهم المكتتبين لعقود لتغطية الإضرابات والتحركات الشعبية بحق جبر الأضرار طبقاً للشروط العامة والشروط الخاصة وملاحق عقد التأمين التي تنص على أن «المؤمن يغطي الأضرار المادية المباشرة بما فيها الأضرار الناشئة عن الحريق و/أو الانفجارات اللاحقة بالأشياء المؤمنة عليها»

ويقصد طبقاً لما هو منصوص عليه بملاحق عقد التأمين (الملاحق عدد I7 و I7 BIS) ما يلي:

- المظاهرات: أعمال عنف تهدف إلى خلق حالة من الفوضى والإخلال بالنظام العام من خلال أعمال العنف والأعمال غير المشروعة.

- التحركات الشعبية: إنتفاضات جماهيرية عفوية ومتفرقة ذات طابع فوضوي يمكن أن يكون لها نفس الدواعي السياسية للحرب الأهلية ولكن تكون أسبابها مطالب إجتماعية أو حقن على أوضاع إجتماعية سائدة.

الإتفاق بين المؤمن والمؤمن لهم لتغطية المخاطر الناتجة عن الإضرابات والتحركات ممكن

أما بالنسبة لعقد تأمين المسؤولية المدنية الناتجة عن إستعمال العربات البرية ذات محرك فإنه يستثنى وجوباً

إفتاحية

ماذا عن التأمين في ظل الأحداث الأخيرة؟

إحتل قطاع التأمين صدارة إهتمامات كافة المتدخلين الإقتصاديين والمختصين وأصحاب المؤسسات الإقتصادية والمهنية وكافة رجال الأعمال وذلك من أجل وضع وتحديد إطار يمكن قطاع التأمين من تغطية الأضرار الناجمة عن الإضطرابات والتحركات الشعبية التي عاشتها تونس منذ شهر ديسمبر الماضي.

والملاحظ أن المبدأ العام لعملية التأمين ينص على أن التأمين يتم وفق عقد بين شركة التأمين والمؤمن له. وفي خصوص الأوضاع الأخيرة والإستثنائية التي عاشتها تونس فلقد إندلعت الأحداث في 17 ديسمبر 2010 الماضي وبدأت بمطالب إجتماعية ولكن وقعت في الآن ذاته عمليات حرق ونهب إستمرت حتى بعد 14 جانفي 2011.

وشملت هذه الأحداث الأفراد والمؤسسات الإقتصادية. وقامت الهيئة العامة للتأمين بتكييف هذه الظاهرة حسب عقد أصلح على تسميته «إضطرابات وتحركات شعبية» وذلك بالتنسيق مع الجامعة التونسية لشركات التأمين وتم إصدار بلاغ في هذا الإطار جاء فيه أن شركات التأمين شرعت في إتخاذ الإجراءات العاجلة لإسداء التعويضات لمستحقيها على ضوء تقييم الأضرار من قبل مختصين وذلك وفقا للشروط التعاقدية وفي إطار ملاحق عقود التأمين التي تفسر وتحدد التغطية لكن يجب التذكير بأنه كلما حدثت ثورة أو حرب أهلية أو إنقلاب عسكري فإن الأضرار المتأتية من هذه الحالات لا يقع التنصيص على جبر الأضرار فيها باعتبارها هامة وشاملة.

ولقد كونت كل شركة تأمين خلية أزمة لتتقبل الإعلامات بالحوادث كما قامت بتسمية خبراء لتحديد وتقدير الأضرار حيث تم التقييم مباشرة مع المتضرر حسب الوثائق وغيرها من الأدلة ثم وقع مد الشركة المعنية بتقرير الإختبار.

وحسب الضمان بالنسبة إلى عقود «الإضطرابات والتحركات الشعبية» فإنه يقع تغطية ما بين 25 و 50 % من القيمة المؤمنة.

إن الظاهرة التي عاشتها تونس تخرج من نطاق المخاطر التي تخضع إلى دراسات إحصائية إكتوارية بما أنها قليلة التداول وعواقبها المالية لا يمكن في أية حال تحملها أو تكوين مدخرات خاصة بها حيث تعتبر تلك المخاطر الهدامة من الإستثناءات المطلقة.

لذا تستثني كل القوانين في كافة البلدان من المخاطر المؤمنة تلك التي تنتج عن الحروب والثورات والحروب الأهلية والإضطرابات والتحركات الشعبية إلى غيرها من الإستثناءات.

غير أن هذا الإستثناء لا يعد مطلقا لأن المؤمن لهم يمكن لهم إكتتاب ضمان الإضطرابات والتحركات الشعبية لتغطية الأضرار المادية الناجمة عنها بما فيها الأضرار الناشئة عن الحريق أو الانفجارات اللاحقة بالممتلكات المؤمن عليها.

تدعو الجامعة التونسية لشركات التأمين إلى تكوين صندوق لجبر الأضرار الذي يهدف إلى تغطية الأضرار الناجمة عن أحداث الشغب والكوارث الطبيعية على غرار الزلازل والفيضانات والجفاف كما هو معمول به في الدول الأوروبية.

كما يمكن تمويل هذا الصندوق من قبل الدولة بالتعاون مع شركات التأمين والمؤمن لهم عن طريق المساهمة بمبلغ رمزي عن كل عقد تأمين وخاصة أن بلادنا عندها تجربة في هذا المجال وهو صندوق الوقاية من حوادث الطرقات الذي تموله الدولة وشركات التأمين والمؤمن لهم لدعم برامج الوقاية والحملات التحسيسية وصندوق ضمان المؤمن له والذي يتدخل في حالة إفلاس المؤسسات.

كمال الشيباني

الخميس

أخبار

- 1.....انتخاب رئيس مجلس ادارة المكتب الموحد التونسي للسيارات.....3
- 2.....تدعيم ثقافة التأمين الصحي في الخليج.....3
- 3.....رأي الإتحاد المصري للتأمين بشأن الخسائر والأضرار الناجمة عن الأحداث الأخيرة التي مرت بها البلاد.....3

إفتاحية

- 1.....ماذا عن التأمين في ظل الأحداث الأخيرة؟.....1

متابعات

- 2.....كيف تغطي شركات التأمين الأضرار الناتجة عن الإضطرابات والتحركات الشعبية.....2